

Bien qu'il ait fallu augmenter certains impôts, d'une façon humaine et prudente, 70 p. 100 des mesures de réduction du déficit touchent les dépenses. Le gouvernement a également l'intention de rechercher des acheteurs acceptables pour les sociétés d'État. Ainsi, nous sommes prêts à vendre Téléglobe, Canadair et Eldorado Nucléaire. La réduction spéciale de 500 millions de dollars des dépenses non prévues par des lois, pour 1986-1987, est équivalente à 2 p. 100 du coût de ces programmes. Nous réduirons aussi de façon constante les frais de fonctionnement de tous les ministères, puisque les dépenses ne pourront pas augmenter de plus de 2 p. 100 par année après 1986 et 1987.

On encouragera les ministères à augmenter leur productivité et à réaffecter les fonds pour absorber les augmentations de frais. Ces initiatives économiseront, l'an prochain, 850 millions aux contribuables et 2.8 milliards en 1990 et 1991.

Il est parfaitement clair que notre gouvernement planifie l'avenir. Il est sain et encourageant qu'il se soucie davantage de l'intérêt des gens qu'il représente que des prochaines élections. De plus, il fait preuve de beaucoup de courage en s'attaquant aux problèmes de front. On a ordonné à Postes Canada, autrefois intouchable, de présenter un nouveau plan pour ramener son déficit à zéro, tout en améliorant les services. C'est peut-être une tâche impossible, mais c'est certainement un objectif à poursuivre. Espérons que cela se produira sous la direction de son nouveau président et directeur général, M. Donald Lander, ou tout au moins que l'on progressera dans cette direction. J'admets que la critique des Postes est un des passe-temps favori des Canadiens. Le gouvernement préfère faire un effort honnête pour remettre Postes Canada sur la bonne voie. En ma qualité de député d'une région rurale, je sais que le ministère a remporté la palme des critiques qui parviennent à mon bureau et qui sont formulées contre des ministères gouvernementaux, c'est probablement le ministère des Postes. Je reconnais qu'il y a environ un an, il venait tout de suite après le ministère du Revenu national, mais ce n'est plus le cas.

En outre, dans le but de réduire le déficit national, nous comptons sabrer dans nos subventions au titre de l'aide à l'étranger. Les sommes dont nous nous étions engagés à augmenter le montant de notre aide à l'étranger, seront tronquées de 1.5 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années, ce qui fait que notre part croîtra à un rythme plus lent qu'à l'heure actuelle. Je signale que nous continuerons d'augmenter cette aide une fois par an, mais pas d'autant que maintenant. Nous avons décidé d'accorder 8.7 p. 100 d'augmentation par année, ce qui équivaut à 0.5 p. 100 du produit national brut. Nous espérons que cette aide passera à 0.6 p. 100 du PNB d'ici au milieu des années 1990. Chose certaine, le Canada continuera de jouer un rôle sur la scène internationale. Les dépenses au titre de la défense seront également réduites de 1 p. 100 pour chacune des deux prochaines années. Je rappelle aux détracteurs de notre budget qu'il ne s'agit pas de réductions, mais bien d'augmentations moins importantes que dans le passé. La décision du gouvernement de réduire le taux de croissance des dépenses au titre de la défense fera économiser aux contribuables près de 285 millions de dollars.

Ce budget, fondé sur une foule de faits et de chiffres, se préoccupe du bien-être de la population. Le sort désolant des Canadiens aux revenus modestes est souvent au cœur de la

Le budget—M. Darling

planification et de la prise de décision du gouvernement. L'octroi d'une aide plus intéressante aux familles à revenus faibles a donné lieu à l'augmentation du crédit d'impôt pour enfants dans le budget de mai 1985. Dans le passé, les démunis étaient obligés d'attendre que leur déclaration de revenu ait été examinée avant de pouvoir toucher le remboursement auxquels ils avaient droit. En conséquence, beaucoup d'entre eux essayaient d'accélérer le processus en s'adressant aux escumeurs d'impôt qui leur accordaient un remboursement partiel avant l'envoi de la déclaration de revenu. Dans le but d'éviter que la chose ne se reproduise, le gouvernement propose de payer à l'avance de crédit d'impôt pour enfants. Le remboursement de \$300 par enfant sera envoyé au mois de novembre cette année aux familles dont les revenus en 1985 ont été inférieurs à \$15,000. Ai-je besoin d'en dire davantage sur le principe d'équité qui inspire ce gouvernement?

L'éclatant succès remporté par notre gouvernement repose aussi sur la suite que nous avons donnée à notre promesse de créer des emplois et encore des emplois. Le renversement de la tendance du taux de chômage est étonnante. Beaucoup de députés dans cette enceinte ont favorisé de façon active la création d'emplois au Canada. Tous les secteurs d'activité de l'économie louent le gouvernement d'avoir créé 580,000 emplois depuis les élections de septembre 1984. Je le répète, 81 p. 100 de ces emplois sont à plein temps. Certains statisticiens ont calculé que cela revenait à un emploi toutes les 90 secondes.

Dans ma circonscription, Parry Sound-Muskoka, où les débouchés sur le marché du travail sont bien moins nombreux pendant l'hiver, la situation s'est grandement améliorée. Cet hiver, le nombre de prestataires de l'assurance-chômage a baissé de 500 et quelques entreprises ont été en mesure de garder des employés licenciés normalement à cette époque-là de l'année. Dans mon village natal, Burks Falls, je me suis entretenu avec le directeur de la plus vieille société de l'endroit, Thompson Heyland, et je lui ai demandé quelle était la situation dans son entreprise. Cette usine donne normalement du travail à 80 personnes environ, mais, à l'heure actuelle, elle emploie 100 personnes et va offrir des emplois d'été à un grand nombre d'étudiants. C'est certainement une bonne nouvelle. Le gouvernement a créé en moyenne 30,000 emplois par mois depuis son arrivée au pouvoir, alors que les libéraux, à leurs plus beaux jours, n'en ont créés que 7,400 par mois. Ainsi, nous créons un emploi toutes les 90 secondes. Il convient de remarquer que 580,000 emplois ont été créés en seulement 16 mois, alors qu'il a fallu à l'ancien gouvernement près de 55 mois pour en créer à peine 406,000.

● (1650)

Le taux de chômage, 9.8 p. 100, n'a jamais été aussi bas depuis 1982 et le gouvernement prend toutes les mesures voulues pour le réduire encore davantage à l'avenir. Les aptitudes remarquables du gouvernement en matière de création d'emplois sont, semble-t-il, indéniables. Le terrible taux de chômage chez les jeunes a également baissé de 18.3 p. 100 à 15.9 p. 100. Il n'y a certes pas de quoi être fier, mais c'est quand même une amélioration. Le taux est encore bien trop élevé et le gouvernement prend des mesures, afin de le réduire et de remédier à la situation.